

NON AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS !

NON A LA CASSE DES CAISSES D'EPARGNE !

NON A LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL !

Depuis des mois, SUD réclame l'ouverture de négociations relatives au grave problème de la souffrance au travail. Les premières analyses des questionnaires de notre enquête « SANTE AU TRAVAIL » confirment que l'organisation et les conditions de travail sont la cause essentielle d'une souffrance devenue aujourd'hui omniprésente.

Le 27 juin 2008, la CNCE a convoqué une Commission Paritaire Nationale avec à l'ordre du jour une question ainsi libellée : « L'organisation du travail, le stress, les mesures d'accompagnement au départ ».

Notre crainte de voir galvauder la notion de souffrance a été vite confirmée par l'attitude provocatrice, sarcastique de M. Cottret, ironisant cyniquement sur nos conditions de travail : « *la caisse d'épargne c'est pas la mine !* ».

De tels propos sont inacceptables car ils nient la réalité de la souffrance au travail et ne respectent pas les collègues qui en sont victimes. Aujourd'hui, il est prouvé que :

- ↴ **la souffrance au travail est psychique et pas seulement physique !**
- ↴ **la souffrance au travail existe dans le secteur tertiaire, y compris dans le groupe Caisses d'épargne !**
- ↴ **les nouvelles techniques de management utilisées dans notre groupe génèrent indéniablement du harcèlement moral !**

Hormis l'annonce de revoir très prochainement le temps de travail et les horaires (!!!), ce 27 juin, les propositions patronales se sont surtout limitées aux mesures d'accompagnement de ceux que les entreprises veulent voir partir.

Pourtant, chaque salarié doit connaître les véritables motivations à l'origine des 4.500 suppressions d'emplois et des 1.000 fermetures de points de vente annoncés.

En effet, ces décisions n'ont rien à voir avec la banalisation du livret A. « *La banalisation est par*

contre un bon prétexte pour faire ce que le réseau aurait déjà du faire depuis longtemps » ! a jugé bon de préciser un membre de la délégation patronale. On ne saurait être plus clair, et Nicolas MERINDOL ne dit pas autre chose lorsqu'il annonce dans la presse l'objectif de faire passer de 1,4 Md€ à 3 Md€ en 2012 le résultat net du Groupe.

A SUD, nous disons que les salariés présents aujourd'hui dans les entreprises du groupe occupent pleinement leur place.

En effet, la suppression des 4.500 postes a pour seule motivation l'augmentation de la productivité et des profits et dégradera encore davantage les conditions de travail de ceux qui resteront (augmentations des cadences, des horaires, du temps de travail, des objectifs,...), occasionnant ainsi encore plus de souffrance.

Parce que le projet patronal de supprimer 4.500 emplois, dans un groupe qui brasse et joue avec des milliards d'euros et des dizaines de milliers de salariés, est totalement inacceptable, intolérable et scandaleux :

- ? **SUD exige que les patrons du groupe retirent ce projet,**
- ? **SUD demande l'ouverture de véritables négociations pour mettre fin à la souffrance au travail par la mise en place des mesures nécessaires à l'amélioration des conditions de travail et de vie des salariés,**
- ? **SUD propose une réaction unitaire d'ampleur à la hauteur des enjeux.**

Paris, le 3 juillet 2008
L'Exécutif National
J.Bonnard - M.Jeannin
JL.Kerenflec'h - JF.Largillière
B.Meyer - C.Perrin
S.Rodier - P.Saurin - S.Schaff

Union
Solidaires

